

Pérou, dards législatifs

Image not found or type unknown



Par : Roberto Morejón

La révélation d'un enregistrement audio du Président du Congrès Péruvien déclarant l'année dernière que le président au pouvoir serait destitué réaffirme la nature hostile de l'appareil législatif.

La Présidente du Parlement, María del Carmen Alva, a reconnu l'authenticité de l'enregistrement et a fait référence à une prétendue approbation publique de la gestion du Congrès, une opinion qui n'est pas soutenue par les sondages.

María del Carmen Alva est une opposante viscérale au président péruvien, Pedro Castillo. Cette opposition est soutenue par d'autres forces conservatrices dans le monde législatif mouvementé .

Le Pérou a eu cinq premiers ministres et trois Congrès depuis 2016, alors que la norme serait de deux présidents et le même nombre de membres législatifs.

Le président Pedro Castillo est dans le collimateur des membres de l'Assemblée et surtout de María del Carmen Alva, dont la position est confirmée dans l'enregistrement.

Depuis son entrée en fonction le 28 juillet 2021, 25 motions ont été déposées pour mettre en cause les membres du cabinet de Castillo, contre lequel deux procès ont été intentés.

L'interpellation est un mécanisme de contrôle politique par le Congrès, mais les analystes soulignent qu'il ne faut pas en abuser ou l'utiliser comme une menace.

C'est le cas de Pedro Castillo, qui est accusé de corruption présumée, ce qu'il réfute.

L'oligarchie, la presse de droite et les groupes politiques conservateurs du Congrès s'opposent à l'enseignant rural issu d'un milieu pauvre et progressiste.

En mai dernier, la commission de la Constitution et des règlements du Congrès péruvien a approuvé la mise en attente d'un projet de réforme constitutionnelle présenté par le gouvernement pour promouvoir une Assemblée constituante, une idée défendue par Castillo.

En faisant cela, la commission de la Constitution et des règlements du Congrès a donné la raison à ceux qui pensent que la constitution actuelle, promulguée en 1993 par le Président de l'époque, Alberto Fujimori, à la poigne de fer, a créé les conditions pour augmenter des inégalités économiques et sociales au Pérou.

Il n'y a aucun signe de trêve dans la confrontation entre le Congrès et le président péruviens dans un avenir proche, de sorte que tout indique que l'analyse des graves problèmes du peuple péruvien sera encore reportée.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/289985-perou-dards-legislatifs>



Radio Habana Cuba